



# VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

## Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul  
Semaine du 4 au 8 mai 2026

## Faits saillants

- Japon : intervention(s) des autorités sur le marché des changes ; le yen stabilisé autour de 156-157 JPY pour 1 USD
- Japon : mise à jour de la stratégie *Free and Open Indo-Pacific* autour de la sécurité économique
- Bourses : nouveau record sur le *Nikkei 225* japonais et le *KOSPI* coréen
- Corée du Sud : des pressions inflationnistes renforcées par le conflit au Moyen-Orient

### LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 08/05	Var. vs. 01/05
<i>USD/JPY</i>	156,8	+0,2 %
<i>USD/KRW</i>	1 468	-0,3 %
<i>Nikkei 225</i>	62 714 pts	+13,6 %
<i>KOSPI</i>	7 498 pts	+13,6 %
<i>JGB 10 ans</i>	2,478 %	-2,2 pbs
<i>KTB 10 ans</i>	3,909 %	-1,7 pbs

## Japon

### Secteur financier

**Marché des changes** | Le 30 avril, les autorités sont intervenues sur les marchés des changes en défense du yen pour un montant estimé à près de 5 400 Mds JPY (34,5 Mds USD), après que la devise ait franchi le seuil de 160 JPY pour 1 USD – son plus bas niveau depuis juillet 2024 –, sous l'effet conjugué de la hausse des prix du pétrole (et de l'appréciation du dollar US perçue comme valeur refuge dans la crise en cours) et du fort différentiel de taux avec les États-Unis. Outre cette intervention qui s'est soldée par une appréciation du yen de +3 % le 1<sup>er</sup> mai dernier (avant de voir la devise reprendre une trajectoire baissière à hauteur de 156,5 JPY pour 1 USD), ces derniers jours ont vu le yen connaître plusieurs mouvements brusques d'appréciation, notamment le 6 mai, la devise évoluant soudainement de la tranche haute des 157 JPY vers celle des 155-156 JPY pour 1 USD. Si ces mouvements ont alimenté les spéculations sur de nouvelles interventions des autorités, leur origine reste encore incertaine : les conditions de liquidité réduites, propres à la période de la *Golden Week*, rendent en effet les marchés plus volatils et susceptibles de sauts de cours, à l'affût de tout signal précurseur de possibles interventions officielles. A ce stade, aucune confirmation d'opérations sur les marchés n'a été donnée par les autorités, ces dernières se contentant de réitérer leur forte « vigilance ». A. Mimura, vice-ministre des Finances en charge des Affaires internationales, a par

ailleurs clarifié qu'il n'existait « aucune règle limitant le nombre d'interventions », en réponse aux spéculations sur l'application stricte des lignes directrices du FMI, selon lesquelles jusqu'à trois interventions sur six mois restaient compatibles avec un régime de change flottant. Si ces différents mouvements de hausse soudaine ont temporairement stabilisé le yen à hauteur de 156-157 JPY pour 1 USD, leur efficacité à moyen terme paraît limitée, les facteurs structurels et conjoncturels de faiblesse de la devise demeurant intacts : (i) le différentiel de taux d'intérêt avec les États-Unis (encore de l'ordre de 3 points de pourcentage malgré le cycle de resserrement de la BoJ) ; (ii) les pressions stagflationnistes entraînées par le conflit au Moyen-Orient ; (iii) la défiance persistante des marchés quant au caractère soutenable de la politique budgétaire du gouvernement Takaichi. L'intervention est ainsi moins susceptible de produire un effet durable qu'en 2024, dans la mesure où la Réserve Fédérale américaine adopte désormais un biais *hawkish* en raison des pressions inflationnistes actuelles, qui pourraient entretenir voire accentuer le différentiel de taux. Pour mémoire, le Japon dispose de réserves de changes considérables, équivalentes à près de 30 % du PIB, détenues principalement sous la forme de bons du Trésor américain, dont le Japon est le 1<sup>er</sup> détenteur étranger. Au plan diplomatique, le secrétaire au Trésor américain S. Bessent se rendra au Japon du 11 au 14 mai, pour rencontrer la Première ministre S. Takaichi, la ministre des Finances S. Katayama et le Gouverneur de la BoJ K. Ueda. L'ordre du jour devrait inclure les questions de change, Washington et Tokyo indiquant « communiquer étroitement » sur ce sujet, étant entendu que l'intérêt des États-Unis est aussi de contenir la trajectoire haussière du dollar.

**Marché boursier** | À la réouverture des marchés ce 7 mai, après les jours fériés de la *Golden Week*, l'indice *Nikkei 225* a bondi de plus de 6 % pour atteindre un nouveau record historique en séance, dépassant les 63 000 points, avant de clôturer à 62 834 points (+5,58 % par rapport au 1<sup>er</sup> mai). Le *Topix* a progressé de +3 %, pour atteindre 3 840 points. Ce rebond s'explique par la conjonction de trois facteurs : (i) le raffermissement du yen aux abords 156-157 JPY pour 1 USD depuis la dernière séance du 1<sup>er</sup> mai, dans le sillage des différents épisodes d'appréciation abrupte alimentant les rumeurs d'intervention sur les marchés ; (ii) les signaux d'une possible résolution du conflit au Moyen-Orient, entraînant une chute des prix du pétrole et ravivant les espoirs de réouverture du détroit d'Ormuz ; et (iii) les solides résultats financiers des grandes entreprises technologiques américaines, notamment *Advanced Micro Devices* dont l'ascension en bourse a entretenu le rallye autour de l'IA déclenché aux États-Unis. Les valeurs liées aux semi-conducteurs et à l'IA, *SoftBank Group*, *Advantest* et *Tokyo Electron* en tête, ont mené la hausse, avec près de 80 % des entreprises du *Topix* évoluant en territoire positif.

## Secteurs non financiers

**Investissements aux US** | La *Japan Bank for International Cooperation* (JBIC) a annoncé le 1<sup>er</sup> mai la signature d'accords de prêt de 350 Mds JPY (2,2 Mds USD) constituant la 1<sup>ère</sup> tranche de financement des projets d'investissement prévus au titre de l'accord bilatéral nippo-américain de juillet 2025, sous forme de promesse d'investissements japonais de 550 Mds USD aux États-Unis d'ici janvier 2029 en contrepartie d'une réduction des droits de douane de 25 % à 15 %. La JBIC fournira un tiers de ce montant, les deux-tiers restants étant couverts par les trois grandes banques commerciales japonaises MUFG, SMBC et Mizuho, dont les prêts seront garantis par l'assureur public *Nippon Export and Investment Insurance* (NEXI). Cette 1<sup>ère</sup> tranche de 2,2 Mds USD porte sur trois projets, d'une valeur totale de 36 Mds USD (le solde devant être financé progressivement selon l'avancement des travaux) : (i) une centrale à gaz en Ohio destinée à alimenter des centres de données pilotés par *SoftBank* ; (ii) un terminal d'exportation de pétrole brut au Texas appelé à jouer un rôle de hub pour les exportations de schiste américain ; et (iii) une usine de production de diamants synthétiques en Géorgie, visant à réduire la dépendance au marché chinois pour cet intrant stratégique utilisé dans l'industrie automobile et les semi-conducteurs. Les négociations portant sur la 2<sup>ème</sup> vague d'investissements, relative notamment à des petits réacteurs modulaires (SMR), se poursuivent en parallèle.

**Informatique quantique** | Les gouvernements japonais et indien ont signé le 6 mai à New Delhi un nouvel accord de coopération bilatérale sur les technologies émergentes, dont le quantique et la *health tech*, suite à une rencontre entre la ministre japonaise chargée de la sécurité économique, Mme K. Onoda, et du ministre indien pour les sciences et la technologie, M. J. Singh. Cette annonce s'inscrit dans la continuité de la visite au Japon du président indien Modi en août 2025, durant laquelle le Japon et l'Inde avaient annoncé le renforcement de leur coopération sur des technologies critiques.

**Coopération technologique UE-Japon** | Lors de la 4<sup>ème</sup> réunion du Conseil du partenariat numérique UE-Japon, l'Union européenne (UE) et le Japon ont convenu de renforcer leur coopération sur six domaines prioritaires : l'IA, la gouvernance et les flux de données, l'identité numérique, l'infrastructure numérique, le quantique et les semi-conducteurs. L'UE et le Japon ont également élargi leur coopération à deux nouveaux domaines : les jeux vidéo et les stratégies audiovisuelles. Un groupe de travail a par ailleurs été lancé sur la stratégie en matière de données et l'interopérabilité des cadres d'action en matière de données (ex : identités numériques interopérables). Ces annonces interviennent alors que le Japon est associé depuis décembre 2025 à Horizon Europe, plus grand programme transnational public de recherche et d'innovation au monde avec une enveloppe de 95,5 Mds EUR, dans un contexte de diversification de ses partenariats en matière de nouvelles technologies.

**Cybersécurité** | L'entreprise de *deep tech* française Menta, spécialisée dans la reprogrammation de puces embarquées, a annoncé fin avril que sa technologie eFPGA avait été adoptée par le *National Institute of Advanced Industrial Science and Technology* (AIST), l'un des principaux instituts de recherche publics japonais. La technologie eFPGA est principalement utilisée dans le secteur de la cybersécurité, de la sécurité matérielle et de la cryptographie, où l'impact du calcul quantique peut engendrer des risques de sécurité importants. L'adoption de cette solution répond à la volonté du gouvernement japonais de renforcer la résilience de ses chaînes d'approvisionnements en semi-conducteurs et développer ses capacités en cybersécurité, en particulier pour ses infrastructures critiques.

**Énergie et Minerais Critiques** | Du 1<sup>er</sup> au 7 mai 2026, la Première ministre S. Takaichi s'est rendue au Vietnam et en Australie pour signer plusieurs accords de coopérations sur la sécurisation des approvisionnements énergétiques et en minerais critiques. Au Vietnam, la Première ministre a annoncé le premier projet de POWERR Asia (initiative japonaise dotée de 10 Mds USD, lancée en avril dernier, pour financer des projets énergétiques en Indopacifique). Celui-ci portera sur l'approvisionnement en pétrole brut de la raffinerie vietnamienne de Nghi Son, via une garantie de l'agence publique NEXI, afin de garantir la stabilité des chaînes d'approvisionnement de l'industrie pétrochimique de la région, dont dépend fortement le Japon. En Australie, la Première ministre a signé avec son homologue une déclaration conjointe sur la sécurité économique et une déclaration dédiée aux minerais critiques, prévoyant : (i) une plus grande coordination des politiques bilatérales et un partage accru d'informations dans le secteur de l'énergie et des minerais critiques ; (ii) un engagement financier australien de 1,3 Md AUD pour des projets dans le secteur des minerais critiques impliquant des acteurs japonais ; et (iii) l'identification de six projets prioritaires portant sur les approvisionnements en terres rares, gallium, magnésium, fluorite et nickel, appelés à bénéficier en priorité des financements des deux pays. Ces initiatives s'inscrivent dans une dynamique d'actualisation et de renforcement de la stratégie japonaise d'intégration régionale en Asie-Pacifique, connue sous le nom de « *Free and Open Indo-Pacific* », lancée par feu le Premier ministre Shinzo Abe en 2016, axée initialement sur la promotion du libre-échange. S. Takaichi a indiqué que cette stratégie renouvelée visait à mieux intégrer les enjeux de souveraineté et de sécurité économique, citant explicitement trois nouvelles priorités : (i) le renforcement des chaînes d'approvisionnement

en énergie et minerais critiques, (ii) la co-crédation d'opportunités de croissance via des partenariats publics-privés et le partage de réglementations communes, et (iii) l'approfondissement des coopérations régionales en matière de sécurité. A ce titre, l'initiative POWERR Asia constitue un exemple emblématique des ambitions réaffirmées de l'Archipel dans l'Indopacifique.

# Corée du Sud

## Macroéconomie

**Inflation** | En avril, les prix à la consommation ont crû de +2,6 % en glissement annuel (g.a), leur niveau le plus élevé depuis juillet 2024 (après +2,2 % en mars 2026). L'accélération du rythme de hausse des prix reflète directement les effets directs induits par la crise au Moyen-Orient, à l'origine notamment, d'une augmentation de près de +22 % des prix des produits pétroliers. Le taux d'inflation sous-jacente (*core*), qui exclut les prix les plus volatils, s'est affiché à +2,2 % en g.a, signe d'une maîtrise relative des tensions inflationnistes actuelles. Craignant de nouvelles hausses de prix au cours des prochains mois en lien avec les effets de second tour, le vice-gouverneur de la Banque de Corée (BoK), YOO Sang-dae, a indiqué envisager un réhaussement du taux directeur (maintenu à 2,5 % depuis mai 2025). Le prochain comité de politique monétaire de la BoK, le premier depuis l'entrée en fonction du Gouverneur SHIN Hyun-Song, se tiendra le 28 mai.

## Secteur financier

**Samsung Electronics / KOSPI** | L'entreprise *Samsung Electronics* est devenue cette semaine la 2<sup>ème</sup> entreprise asiatique -après *Taiwan Semiconductor Manufacturing (TSMC)*- à franchir le seuil de 1000 Mds USD de capitalisation boursière le 6 mai, dans une dynamique tirée par la forte demande mondiale de semi-conducteurs en lien avec le développement de l'intelligence artificielle. Les puces mémoires produites, essentielles à la construction de centres de données, voient en effet leur prix s'envoler et tirent drastiquement à la hausse la rentabilité de l'entreprise. Le profit opérationnel sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2026 de *Samsung Electronics* a ainsi progressé de plus de +750 % par rapport à l'année passée. Dans un contexte de regain de confiance s'agissant de la résolution de la crise au Moyen-Orient, les leaders coréens des semi-conducteurs ont fortement soutenu la croissance de l'indice boursier KOSPI, poussant la bourse au-delà du seuil record de 7 500 points le 7 mai. L'indice demeure toutefois très volatil compte-tenu notamment de la surreprésentation dans l'indice des capitalisations de *Samsung Electronics* et *SK hynix* qui comptent pour 47 % de la valeur totale du KOSPI.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : [tokyo@dgtresor.gouv.fr](mailto:tokyo@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.